

Québec solidaire attaque le PQ... par la droite, la CAQ... par la gauche **Bousculade au centre sur fond de confusion stratégique**

Le chroniqueur du Devoir, Michel David, est mort de rire :

« En ce lendemain de Saint-Valentin, il était savoureux d'entendre Amir Khadir parler de "notre ami François Legault de la CAQ". Tout de même, trois fois dans la même semaine... [...] réunis par un sain pragmatisme. [...]

« M. Khadir avait déjà accueilli avec autant de plaisir que d'étonnement la proposition du chef caquiste de rogner sur les crédits d'impôt accordés aux entreprises afin de compenser les compressions de 124 millions que les universités subiront cette année et l'an prochain. La plateforme électorale de la CAQ prévoyait déjà de faire le ménage dans les 95 crédits d'impôt différents totalisant 4 milliards qui leur sont offerts. La CAQ suggérait d'en abolir l'équivalent de 2 milliards et d'avoir plutôt recours à Investissement Québec — ou à la future Banque de développement du Québec — pour stimuler l'investissement. [...]

« Inversement, Québec solidaire n'est pas allergique au privé au point de perdre tout bon sens. Mardi, Françoise David trouvait tout aussi incompréhensible que la CAQ l'entêtement du gouvernement à rejeter toute possibilité de convertir en places à 7 \$ celles qui sont actuellement vacantes dans les garderies privées non subventionnées, ce qui permettrait d'étendre le réseau à moindre coût pour l'État. » (Michel David, [Les nouveaux amis](#), Le Devoir, 16/02/13)

Pour le chroniqueur du Devoir, chaud partisan du centrisme politique et expert en manœuvre tactique, tout ça n'est que bonne nouvelle. On doit quand même lui donner raison sur la caractérisation de la CAQ comme représentant d'une bourgeoisie modernisatrice — celle de la santé, de l'aérospatiale, de la télé-informatique mais aussi de la transformation des ressources — qui a besoin d'une main d'œuvre bien formée et d'un État qui prend sur son dos les risques de la recherche-développement. Ce à quoi on doit ajouter une bonne dose d'opportunisme politique afin de conquérir l'électorat centriste qui n'a pas oublié son absorption de l'ADQ lui fournissant sa base électorale. Côté Québec solidaire, on y trouve aussi le même opportunisme centriste afin de conquérir la dite classe moyenne des banlieues... et la respectabilité d'un parti responsable. La direction de Québec solidaire est bien consciente que malgré la hausse modeste de deux points de pourcentage de son vote après quatre ans de populisme khadirien, ce vote se concentre de plus en plus dans le contre culturel Plateau Mont-Royal et ses annexes.

Reste que l'étonnant parti pris solidaire pour les garderies privées non subventionnées, dont le PQ ne veut pas, n'est pas autre chose qu'une forme de privatisation de l'éducation de la petite enfance. Le chroniqueur du Devoir a beau prétendre *« que les normes de qualité du ministère devront être respectées »*, mieux vaut se fier à l'opinion d'un expert en la matière dut-il être un ancien député péquiste :

« ...deux recherches importantes arrivent à la conclusion que la qualité des services offerts en garderies commerciales est inférieure à celle que l'on retrouve dans les CPE. Les représentants de ces garderies ont fort à faire pour nous convaincre que les conditions de travail qui y prévalent sont égales à celles présentes dans les CPE, y compris en ce qui a trait au salaire. Ils ont aussi fort à faire pour nous démontrer que la formation initiale de leur personnel est égale à celle des éducatrices et éducateurs en CPE, et que la formation continue y est d'une aussi grande qualité. Ils ont aussi à démontrer comment ils arrivent à éviter le roulement de leur personnel, à assurer une présence stable de leur personnel sans laquelle il est bien difficile d'imaginer des liens d'attachement fort entre les enfants et le personnel et que ceux-ci puissent avoir une connaissance adéquate des enfants que les parents leur confient. » (Camil Bouchard, [Développer nos enfants ou une business ?](#), Le Devoir, 15/02/13)

La théorie des quatre secteurs comme vecteur de la privatisation

Maximisation des profits ne rime tout simplement pas avec éducation et encore moins avec celle préscolaire. Ce social-libéral galvaudage, racoleur d'équilibre budgétaire, trouve sa source dans le programme de Québec solidaire, plus précisément dans ce qu'on pourrait appeler la théorie économique des quatre secteurs :

« Québec solidaire propose de sortir du modèle économique dual (privé-public) pour adopter un modèle quadripartite :

- Une économie sociale composée d'entreprises à finalité sociale et à but non lucratif mais aussi d'organismes communautaires, collectifs ou coopératifs qui rendent d'innombrables services à la population.
- Une économie domestique essentielle qui repose sur les services rendus dans la famille, par les aidantes et aidants naturels (surtout des femmes), et plus généralement sur les services gratuits ou bénévoles que nous voulons trouver le moyen de reconnaître socialement et de comptabiliser à leur juste valeur.
- Une économie publique, étatique et paraétatique, dont l'importance et le rôle social, entre autres, dans la dispensation équitable de services accessibles à toute la population, sur l'ensemble du territoire, doivent être revalorisés.
- Une économie privée composée d'entreprises dont le but est de produire et de vendre des produits et des services et qui acceptent de fonctionner dans le respect des règles collectives (sociales, environnementales, etc.) que la société québécoise se donne. »

Lors des négociations pour la formation de Québec solidaire, les états majors de l'Union des forces progressistes (UFP) et d'Option citoyenne (OP) avaient inclus cette théorie des quatre secteurs dans le texte de base de l'unification qui allait devenir la « *déclaration de principes* », seul texte d'orientation politique adopté au congrès de fondation en 2006. Cependant, le congrès de l'UFP avait laissé clairement savoir qu'il n'était pas d'accord avec l'inclusion de cette théorie même s'il s'était laissé convaincre qu'il n'avait pas le droit de la biffer sous prétexte que le texte résultait de négociations. Il ne s'agissait pas en effet d'une simple description mais d'enjoindre le nouveau parti de promouvoir aussi l'entreprise privée, rien de moins. Les états-majors UFP-OP reculèrent cette fois-là... pour mieux laisser rebondir, en 2011, leurs successeurs, dont le noyau était les mêmes qui avaient signé en 2005 le pro modèle suédois « *manifeste des solidaires* », tout en soulignant que le soutien à l'entreprise privée s'appliquait « *...particulièrement en ce qui a trait aux PME.* »

Cette récurrence démontre que cette théorie est plus qu'une simple revendication. Elle se réclame d'une orientation encadrant « *le contrôle collectif et démocratique des principaux leviers économiques du Québec [...pour] à terme, dépasser le capitalisme.* » Dans son abstrait généralité elle permettrait la réconciliation des anticapitalistes, des antilibéraux et des sociaux-libéraux. Dans sa spécificité concrète, elle crée l'ouverture nécessaire à la direction sociale-libérale pour faire des enfants un objet de profitabilité. Quel féminisme ! On retrouve dans cette théorie la profonde idéologie du consensus qui anime la direction du parti, non seulement comme interprète de la démocratie interne mais aussi comme guide des rapports sociaux. On connaît la conséquence, à ce jour non résolue, sur la vie du parti de cette négation de la vivifiante et inévitable confrontation des idées : une tentative d'expulsion récusée par la base du parti suivie d'une dite *politique de résolution des conflits* codifiant en pire les plus mauvaises pratiques et de facto tablettée par suite du refus récurrent de la base de solliciter les nombreux postes élus nécessaire à son application.

Le consensus, récupérateur électoraliste de l'altermondialisme

On connaît maintenant la conséquence sur son programme de la négation de la réalité du conflit entre le capital et le monde du travail, soit l'acceptation de la domination du capital et même de sa promotion jusqu'à dans ce saint des saints du bien commun qu'est la prise en charge sociale des enfants. L'illusion de pouvoir arbitrer démocratiquement la conflictualité sociale fondamentale au profit du prolétariat a jusqu'ici été démentie par l'histoire depuis au moins les tentatives révolutionnaires européennes de 1848 et continue à l'être systématiquement aujourd'hui. Que ce soit dans les pays andins ou dans le monde arabe, les bourgeoisies locales et leurs appuis impérialistes utilisent systématiquement la violence pour garder ou reconquérir le pouvoir quand les institutions parlementaires, le plus souvent profondément corrompues si ce n'est complètement manipulées, ont failli à la tâche.

L'idéologie du consensus est tout à fait indispensable à la transformation électoraliste du parti. Le débat interne nécessaire au parti de la rue, parce que chaque militante serait quotidiennement

confrontée à la dynamique de la conjoncture, doit laisser place à l'unidimensionnelle machine électorale. Le parti de la rue doit s'effacer devant l'institution parlementaire. Le lieu du possible renversement du capital doit se soumettre au lieu de l'inévitable domination du capital. On comprend que toute idée de rupture avec l'actuel ordre social soit un anathème pour la direction du parti.

D'où sa forte résistance à admettre la lutte pour l'indépendance que la base a dû imposée, d'où sa réduction à une affaire constitutionnelle c'est-à-dire institutionnelle, d'où sa marginalisation dans la stratégie de communication du parti. Finalement, la direction de Québec solidaire a autant peur de la lutte pour l'indépendance que la bourgeoisie à cette différence près qu'elle doit la chevaucher au lieu de la confronter mais dans un même but, la faire échouer. Ce fut et cela reste la raison d'être du PQ mais son influence sur la nouvelle génération altermondialiste s'est perdue dans le ralliement péquiste armes et bagages au libre-échange et aux politiques néolibérales. Dans la neutralisation de cette génération dans le cul-de-sac de l'électoratisme pour de fuyantes réformes sociales réside l'acceptation de Québec solidaire comme parti socialement acceptable par les monopoles médiatiques.

Pour que Québec solidaire devienne un parti de l'alternative et non pas un parti de l'alternance à la NPD, il y aurait nécessité d'un aggiornamento interne que seuls les anticapitalistes seraient en mesure d'initier. Jusqu'ici, ses principaux courants organisés ont plutôt contribué au problème qu'à la solution. Ils composaient un bon quart de l'état-major de l'ancienne UFP qui a voulu imposé la théorie des quatre secteurs et qui a réussi son processus de fusion par le haut, sans un mot de protestation de leur part. Ils ont ensuite été des porteurs enthousiastes de la constitutionnalisation de l'enjeu de l'indépendance. Aujourd'hui, marginalisés dans le parti, ils tentent de se transformer en sympathique groupe de propagande sur l'écosocialisme au lieu de mener une lutte à contre-courant pour une stratégie indépendantiste pour non seulement sauver la langue mais surtout pour exproprier les banques... sans quoi aucun écosocialisme n'est possible.

Marc Bonhomme, 17 février 2013

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca